



# **Cérémonie d'attribution, de proclamation et de certification des accréditations du Monsieur le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, de la part du Pouvoir électoral**

Siège du Conseil national électoral, à Caracas

Mardi, le 22 mai 2018

**Animateur** Soyez tous les bienvenus à la cérémonie d'attribution, de proclamation et de certification des accréditations du monsieur le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, élu à la Présidence de la République, pour la période constitutionnelle 2019-2025. Maintenant, des mots prononcés par la présidente du Conseil national électoral de la République bolivarienne du Venezuela, Madame Tibusay Lucena Ramirez.

[Transmission en chaîne nationale de radio et de télévision]

**Présidente du Conseil national électoral, Tibusay Lucena** ... Monsieur Tarek William Saab, procureur général de la République et président du Conseil moral républicain ; Madame vice-présidente du Pouvoir électoral, Mesdames et Monsieur les directrices et le directeur électoraux, Messieurs les directeurs incorporés aux organes subordonnés du Pouvoir électoral, Monsieur le Secrétaire général et Madame la conseillère juridique du Pouvoir électoral, Mesdames et Messieurs les distingués membres du Programme d'accompagnement électoral international ; à l'occasion des élections 2018. Mesdames et Messieurs les distingués membres de la Commission électorale du Conseil d'experts électoraux de l'Amérique latine ; Monsieur Tarek El Aissami, vice-président exécutif de la République ; Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les vice-ministres membres du cabinet exécutif. Messieurs les officiers membres du Haut commandement militaire, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, Mesdames et Messieurs les maires, Mesdames et Messieurs les directeurs et Mesdames et Messieurs les fonctionnaires du Pouvoir électoral, Mesdames et Messieurs les représentants des médias, Mesdames et Messieurs.

L'événement électoral tenu le dernier 20 mai est le résultat de grands efforts visant à la préservation de la démocratie et de la paix dans notre pays. C'est le résultat des dialogues politiques entre les forces du chavisme et celles de l'opposition, encouragés et soutenus par de différentes personnalités et gouvernements. Nous sommes parvenus aux ces élections, en étant conscients d'avoir construit une possibilité, vis-à-vis de la violence et de l'agression étrangère à l'encontre du Venezuela. Jamais auparavant nous n'avons été témoins d'une pareille attaque internationale aussi implacable, comme celle de ce processus électoral. Nous sommes étonnés de voir des gouvernements et des organismes multilatéraux, participer à ce siège autour de la souveraineté nationale, ainsi que financer des campagnes des médias et des réseaux sociaux dans le monde entier afin de promouvoir l'abstention et le lynchage

des candidatures. Tout ceci, dans le but de traquer la démocratie et la paix. L'organisation de ladite élection a été réalisée conformément au respect des parties et particulièrement au respect des accords politiques signés à Santo Domingo et à Caracas. Le pays doit se rappeler que cette élection a été convenue par le chavisme et l'opposition et qu'elle était prévue pour le 22 avril, mais, du fait des agressions au dialogue et à l'élection même, on a convenu de la tenir ce dernier 20 mais.

Le Pouvoir électoral a mis encore une fois toutes ses ressources humaines et technologiques à disposition de la paix nationale, pour permettre aux forces politiques du pays de trouver une voie alternative à la violence politique, au coup d'État ou à l'intervention étrangère, pour les Vénézuéliens. Lorsque nous avons entamé le processus pertinent pour l'organisation de cet événement, nous avons renforcé, à la demande des parties, les garanties de l'élection, en augmentant l'ensemble de ressources qui entraînent la sécurité et le bien-être dudit événement, à savoir, ses témoins et techniciens qui ont participé et signé tous les audits du système électoral. Il y a des preuves tant écrites qu'audiovisuelles. Aujourd'hui, malheureusement, les voix de la dénonce sans bases sont revenues. Aujourd'hui, les résultats sont attaqués, sans aucune donnée apportée, ainsi que le système qui les émane. Encore une fois, l'occasion d'attaquer la souveraineté du Venezuela de la part de ses ennemis se présente. Ce résultat électoral, au-delà des gagnants, c'est l'expression d'un système électoral fidèle à la volonté politique du peuple vénézuélien. Nous avons organisé une élection en fonction d'une réalité qui l'exigeait et nous avons offert toutes les garanties pour que les acteurs politiques fassent de la politique au profit des citoyens, pour le renforcement de notre coexistence en société.

Nous, les démocrates, sommes la majorité dans ce pays, nous qui croyons profondément à la rencontre électorale, à la construction collective, même avec les différences politiques, nous sommes ceux qui feront respecter ces résultats malgré les agressions réitérées.

**Assistants** [applaudissements].

**Présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** De la part de ceux qui ne misent jamais, et n'ont pas misé sur le respect de la volonté du peuple. Les résultats du 20 mais montrent un pays qui s'exprime politiquement en exerçant ou bien sans exercer le droit de voter ; il faut écouter ce pays, il faut le respecter. Les partis politiques et leurs leaders doivent connaître le véritable sens de cette élection. Le peuple a ratifié qu'il désire vivre en paix, a réaffirmé qu'il désire que notre coexistence, même avec nos différences et contradictions, soit possible dans le cadre des valeurs républicaines établies dans notre Constitution. C'est aux politiciens de trouver la voie à cette fin.

Ce pouvoir électoral veut dédier humblement les efforts réalisés à ce peuple qui, face à toute attaque ou contretemps, nous offre un beau présent, celui de sa participation et de ses votes. Merci beaucoup.

**Assistants** [applaudissements].

**Animateur** Ensuite, lecture de l'Acte d'attribution, de proclamation et de certification des accréditations du Monsieur le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, élu à la Présidence de la



République pour la période constitutionnelle 2019-2025 de la part de Madame Tibisay Lucena Ramírez, présidente du Conseil électoral.

**Présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** Élections 2018, acte de totalisation, d'attribution et de proclamation du président de la République bolivarienne du Venezuela, le Conseil national électoral, à Caracas, le 22 mai 2018. Après que la commission de totalisation a reçu et examiné les actes de scrutin correspondants à l'élection du Président de la République bolivarienne du Venezuela, de conformité avec la Loi organique du Pouvoir électoral, la Loi organique des Processus électoraux, le Règlement général de la Loi organique des Processus électoraux, et la Résolution numéro 180207-004, publiée dans le journal électoral de la République bolivarienne du Venezuela, numéro 883 du 8 février 2018, elle fait la totalisation des votes, à savoir : le candidat Nicolas Maduro Moros avec l'Alliance, 6 millions 224 mille 40 votes, avec le 67.81 des votes exprimés.

**Assistants** [applaudissements].

**Présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** Je remets cet acte de totalisation et puis nous poursuivons avec l'acte de certification.

**Animateur** Remise de la certification du Monsieur Nicolas Maduro Moros, élu à la Présidence constitutionnelle de la République bolivarienne du Venezuela pour la période 2019-2025.

**Assistants** Vas-y, Nico, vas-y, Nico, vas-y, Nico !

**Présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** Accréditation, Président de la République bolivarienne du Venezuela, le Conseil national électoral, en faisant usage des attributions conférées par l'article 33.6 de la Loi organique du Pouvoir électoral, article 153 de la Loi organique des Processus électoraux, article 393 du Règlement général de la Loi organique des Processus électoraux, certifie Monsieur Nicolas Maduro Moros, titulaire de la carte d'identité numéro 5 millions 892 mille 464, postulé par les organisations à des fins politiques : PSUV, MSV, PCV, Tupamaro, PPT, MEP, MAPC, Podemos, ORA, UPV, en tant que Président de la République bolivarienne du Venezuela élu aux élections 2018 tenues le 20 mai 2018, pour une période de six ans, de conformité avec l'Article 230 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela.

**Assistants** [applaudissements].

**Présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** Dans la ville de Caracas, le 22 mai 2018.

**Assistants** [applaudissements].

**Animateur** Ensuite, discours prononcé par Monsieur Nicolas Maduro Moros, président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela.

**Président réélu de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro** Bonjour à tout le Venezuela, chers compatriotes, qui nous écoutent à travers la transmission en chaîne nationale de radio et de télévision, tout au long de notre patrie bien aimée du Venezuela ; son excellence Madame la présidente du Conseil national électoral, docteur Tibisay Lucena, Mesdames et Messieurs les recteurs, personnel professionnel, Messieurs les directeurs du Conseil national électoral, Pouvoir électoral de la nation.

**Assistants** [applaudissements].



**Le Président Nicolas Maduro** Madame la présidente de l'Assemblée nationale constituante, Madame la vice-présidente, Monsieur le vice-président, Messieurs les secrétaires, Messieurs les secrétaires adjoints, Messieurs les constituants ici présents, Monsieur le vice-président exécutif de la République bolivarienne du Venezuela, Messieurs les vice-présidents du gouvernement, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les gouverneurs des États de notre République ; Monsieur le président du Pouvoir judiciaire vénézuélien, du Tribunal suprême de Justice, docteur Maikel Moreno, compagnons, frères et sœurs du Haut commandement militaire de la Force armée nationale bolivarienne, la glorieuse anti-impérialiste, anti-oligarchique Force armée national bolivarienne.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Docteur Tareck William Saab, président du Pouvoir des citoyens.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Compatriotes ici présents, les invités internationaux qui sont encore dans le pays, observateurs internationaux de différents organismes du monde.

Voici la certification officielle qui me proclame, par la volonté démocratique, lors de l'événement constitutionnel des élections libres tenues le dernier 20 mai, en tant que président légitime, constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela pour la période 2019-2025.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Combien de chemins nous conduisent jusqu'ici, combien de luttes nous emmènent jusqu'ici, combien d'obstacles surmontés, un miracle nous a emmenés jusqu'ici, le miraculeux peuple du Venezuela, le peuple de Dieu avec sa force, avec sa force merveilleuse.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Docteur Tibisay Lucena lorsque vous me livrez ces documents officiels de nature historique, je sens que le Venezuela est capable de surmonter n'importe quel défi ; que le Venezuela a la maturité démocratique, constitutionnelle et institutionnelle ; que notre peuple jouit d'une forte conscience pour affronter tout défi et en sortir victorieux.

Ce n'est pas la première élection que nous remportons, le monde le sait, même si les médias qui nous couvrent tous les jours le cachent, même si vous, les médias internationaux, le cachent pour manipuler l'opinion publique internationale, vous devez le savoir, même si cela vous cause l'urticaire. J'invite ceux qui se prennent par les maîtres du monde, de regarder les forces révolutionnaires créées par notre Commandant Chavez, inspirées de Simon Bolivar. Il y a 19 ans que nous remportons de manière impeccable des différentes élections de la démocratie vénézuélienne...

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Ce n'est pas quelque chose de négligeable de dire 24 élections tenues, et dans chacune d'elles, le système de garanties électorales se perfectionne. Ces élections sont uniques dans le monde, comme il est reconnu par des experts venus dans plusieurs occasions au pays, et qui sont présents ici aujourd'hui. Ceux qui rapportent le témoignage des progrès

uniques dans le monde, des garanties électorales, du point de vue institutionnel, politique, technologique, organisationnel, pour les acteurs politiques participants à des différents événements électoraux.

Vingt-quatre élections, on le dit facilement, n'est-ce pas ? vingt-quatre élections toujours en faisant face à des menaces, toujours à des pressions, en affrontant et en défaisant les différentes formes de guerre de nature non conventionnelle, bien étudiée par notre Force armée et que nous devons continuer à diffuser comme doctrine.

Le Venezuela affronte un schéma de guerre non conventionnelle visant à le dominer et le recoloniser. De même, le Venezuela a affronté les différentes formes de sabotage direct dans l'entreprise pétrolière, de coups d'État militaire direct, des coups d'État direct de la part des entreprises ; il a dû affronter toutes les modalités de guerre non conventionnelle avec une arme unique : le vote populaire, la conscience populaire, la démocratie participative, active et protagoniste.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Découvrons notre arme. Découvrons très bien quelle est l'arme dont la Révolution bolivarienne dispose pour vaincre. C'est la foi en le peuple, la confiance que nous faisons au peuple, le pouvoir pour le peuple, la vraie démocratie, et toujours le vote populaire.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** C'est seulement un exemple. Ma chère première combattante Docteur Cilia Flores, je ne vous avais pas salué...

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Le Secrétaire général de l'Alliance bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique est là, l'ancien ministre des Affaires étrangères bolivarien et bolivien David Choquehuanca, mon frère, au nom de tous les pays de l'ALBA, merci d'être venu.

**Assistants** [applaudissements].

**Président Nicolas Maduro** rappelons-nous les conflits intenses au cours des années 2001, 2002, 2003 et 2004, le coup d'État, le sabotage de l'industrie pétrolière, sabotage de l'économie, la guarimba numéro 1, la première guarimba, celle des mois de février, mars 2004 ; et comment avons-nous réglé le conflit ? par le biais de balles ? par des fusils ? avec une guerre civile ? Non, nous l'avons réglé en convoquant un référendum révocatoire établi dans la Constitution et nous l'avons réglé par le biais de votes ici, le 15 août 2004, journée historique où le premier référendum révocatoire a eu lieu dans l'histoire électorale du monde et où est-ce qu'il a eu lieu le premier référendum révocatoire dans l'histoire électorale du monde ? Aux États-Unis ? Non, dans la République bolivarienne du Venezuela, le premier référendum a été organisé dans notre aimé Venezuela.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Alors, le peuple a réglé le conflit par les votes. A travers ce conflit, les responsables nous voulaient mener à une guerre non conventionnelle à une guerre civile. Donc, la paix est arrivée par le référendum révocatoire, lequel a fini par être un référendum d'affirmation et de ratification

du mandat de notre bien aimé commandant fondateur de la Révolution bolivarienne, leader éternel, Hugo Chavez Frias, bien aimé commandant Hugo Chavez.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Nous avons pris le chemin de la paix, de la démocratie, du vote. Nous l'avons pris à temps. Les chemins de la Révolution bolivarienne sont nés de la violence, du sang, de la douleur, du sacrifice, du martyre au cours des années 1989, 1992 et 1993. Probablement, la génération la plus jeune ne connaît pas plus ou beaucoup ces événements puisqu'elle ne les a subis. En plus, il y a une partie de la population, nous les adultes, nous avons tendance, en raison des angoisses au quotidien, de la lutte au quotidien, à oublier que la république oligarchique, la 5<sup>e</sup> République a mené le Venezuela aux limites du désespoir, de la violence, etc. Donc, nous avons été le résultat, comme le disait toujours le commandant Chavez, d'un accouchement douloureux, violent, entaché par la douleur des humbles dans leur lutte, au cours du massacre des peuples humbles, dans un régime d'oppression. Par ailleurs, une force immense nous poussait tous à changer ce pays et cette force ne connaissait pas le chemin électoral frauduleux alors en vigueur, lequel était un système électoral établi pour la fraude, le piège, la domination du pays et le contrôle de la nation. Dans ce contexte, le commandant Chavez, qui nous a donné l'espoir, nous a dit : « mes camarades, ne faisons plus jamais usage de la violence, ne versons plus jamais du sang dans les rues, ne prenons plus jamais le chemin insurrectionnel ». Il nous a convaincus de choisir le chemin démocratique, participatif, le chemin du vote. Le commandant Chavez a appelé cela une porte tactique à l'époque, lorsque tout était calme au Venezuela dans les années 1996 et 1997, et a dit : « Allez-y, il y a une occasion ». Nous avons converti cette porte tactique en un chemin large avec le processus populaire constituant de 1999, la décision du 19 avril 1997 à Valencia et, mes camarades, frères, sœurs, avec le commandant Chavez en tête le 19 avril 1997, le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200 a décidé de parcourir le chemin de la paix, des élections, du vote populaire, du dialogue, de l'entente et des transformations pacifiques afin d'en faire une révolution réelle au Venezuela. Cela a été juré, signé et accordé ; alors, je peux dire 21 ans plus tard que nous avons été loyaux ainsi que respecté la parole convenue et nous ne nous avons jamais déviés du chemin électoral, du chemin de la démocratie, du chemin pacifique.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Ceux qui doivent prendre acte de mes paroles ici et à l'étranger, que le fassent. Nous sommes un mouvement d'union civile-militaire très puissant, très puissant. Il faut remonter en arrière, regarder ce que nous étions ce 19 avril 1997 et ce que nous sommes aujourd'hui. Le temps, le chemin parcouru ; il faut constater la puissance qu'a aujourd'hui ce mouvement, né des racines de Bolivar pour transformer le pays. Il faut regarder ce que nous avons affronté ainsi que les tentations éventuellement apparues sur le chemin afin que nous abandonnions le chemin de la révolution démocratique, pacifique, constitutionnelle parce que nous avons de la

puissance et de la force pour prendre le chemin nécessaire, en cas de sauver et défendre la patrie, sa dignité, son honneur, sa souveraineté et son intégrité.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Nous avons le pouvoir de sauver la patrie par le chemin nécessaire. En plus, nous avons choisi le chemin électoral, politique, démocratique, constitutionnel et celui-ci demeurera le chemin. Aujourd'hui, je le ratifie en recevant l'accréditation en tant que Président de la République bolivarienne du Venezuela pour la période 2019-2025.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Je viens auprès de vous, haute autorité de la République en ce qui concerne le Pouvoir électoral, docteur Tibisay Lucena, pour vous ratifier le chemin des Boliviariens, des Chavistes pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Le chemin est la paix, le chemin est la Constitution et sa défense avec nos vies s'il est nécessaire, le chemin est le peuple et son bonheur, le chemin est l'égalité, la liberté réelle, la liberté réelle avec égalité, avec la République, la liberté réelle avec la justice, l'inclusion, la liberté réelle avec peuple, l'éducation, les valeurs, la culture ; lorsque nous parlons de liberté, nous parlons de liberté avec l'éducation, les valeurs, la culture, l'égalité, l'inclusion, la République, la liberté républicaine qui est la base de la liberté du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, de la construction de l'utopie, du rêve, du grand rêve du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, auprès du peuple vénézuélien qui nous voit, qui nous observe, qui nous écoute et qui nous attend aux alentours de cette enceinte du centre de commande et de contrôle du Conseil national électoral, je ratifie le chemin que la République doit prendre et que nous continuerons à parcourir, quoi qu'il arrive, quoi qu'ils fassent. Notre chemin sera la Constitution, la paix, le dialogue, la vérité avec courage, la défense de la dignité, l'indépendance et l'honneur du peuple vénézuélien face aux agressions.

Je suis reconnaissant au Conseil national électoral, le pays entier doit remercier les membres des bureaux, qui à partir du 5 heures du matin du 20 mai jusqu'à 2 ou 3 heures du matin du 21 mai, ont été chargés des 14.000 bureaux de vote, des 24.000... Pardon, des 34.000 bureaux de vote.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** C'est un personnel vraiment merveilleux ; leur travail mérite le respect.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolás Maduro** Je rends mon humble hommage au sein du Conseil national électoral à tout le personnel technique, organisationnel, à tous les travailleurs, aux ouvriers, aux professionnels, à tout le personnel du Pouvoir électoral, grand pouvoir de la République.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Le Venezuela est le seul pays au monde qui a un Pouvoir électoral, n'est-ce pas ?

**Président du Conseil national électoral, Tibisay Lucena** Il y en a d'autres...

**Président Nicolas Maduro** Il existe d'autres organismes qui ont eu caractère de pouvoir. Il faut rappeler que le pouvoir électoral a été créé par le Libérateur



Simon Bolivar, dans la Constitution de la Bolivie de 1826, dans la Constitution qui a établie notre sœur la Bolivie ; donc, le pouvoir électoral ainsi que le pouvoir moral et citoyen ont été créés par le Libérateur Simon Bolivar. Alors, le commandant Chavez l'a proposé dans la Constituante de 1999, il a dit : « S'il y aura une démocratie réelle, une démocratie participative, une démocratie protagoniste, le Venezuela doit avoir un Pouvoir électoral qui consulte la République sur les affaires importantes d'intérêt national et donne le pouvoir réellement aux citoyens.

Vingt-quatre élections. Nous, la force de la Révolution bolivarienne, avons obtenu et profité de la victoire des 22 processus électoraux, avec de différents pourcentages, avec de différents contextes de concurrence. Il est important que les intellectuels tels que Earle Herrera, Hermann Escarra, Francisco Ameliach, Adan Chavez, intellectuels, écrivains permanents, Tania Diaz, parmi d'autres intellectuels ; si je ne nomme pas vous autres, ne vous dérangez pas, Eduardo Murachi Pinate, les leaders politiques, Jorge Rodriguez aient cela à l'esprit. Je réitère mes félicitations à Jorge Rodriguez et au Commandement de campagne Simon Bolivar partout dans le pays.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolás Maduro** Je suis reconnaissant à un intellectuel du monde, notre frère Ramonet, intellectuel espagnol et français qui est venu en tant qu'observateur international.

Il est important de constater que chaque contexte est différent. Ce n'est pas vrai qu'un contexte peut extrapoler l'autre ainsi qu'il n'est pas vrai qu'une personne peut donner son vote à une autre personne. C'est un mensonge. Si vous allez aux élections des conseillers, ce sont des élections des conseillers. Si vous êtes allé à un processus électoral de l'année 2004, cela a été dans l'année 2004. Le temps a une influence, ainsi que l'année, les conditions, le type de concurrence, la campagne électorale réalisée et tout cela doit être examiné et notre peuple le fait selon la circonstance. Cette campagne électorale a été très spéciale ; tout d'abord, elle a été précédée d'un processus de dialogue politique, encouragé par le gouvernement que je préside, visant à parvenir au plus grand nombre d'accords et de garanties afin de tenir des élections et un analyse, comme je le dis, petit à petit, de toutes les forces de la contrerévolution et toutes les forces de la révolution. Je dois le dire, mes camarades, les intellectuels qui écrivent, mes camarades, frères, sœurs qui parfois écrivent bien et parfois quelques-uns n'écrivent pas si bien, c'est une grande victoire, c'est une grande victoire du peuple et personne ne peut la nier, la souiller ni la diminuer. Non. C'est un crime essayer de diminuer la grande victoire qu'a obtenu le peuple du Venezuela avec son courage, sa conscience, sa lumière, lequel n'a pas cédé à la manipulation ni aux menaces impériales et qui est dans les rues prêt à défendre la patrie, comme un peuple n'avait jamais voulu la défendre auparavant, comme un peuple ne l'avait jamais fait auparavant : en y mettant tout son cœur.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Il faut le mettre en contexte, je le dis de l'intérieur du cœur de quelqu'un qui lutte puisque vous savez que je ne suis pas un bureaucrate qui passe tout le temps dans l'air conditionné en profitant du





pouvoir ; non, pour moi, le pouvoir n'est pas une jouissance, c'est un sacrifice pour servir le peuple. Je le dis fondé sur mon sacrifice et sur l'exemple que j'ai donné, je le dis fondé sur ma lutte, je le dis fondé sur le courage avec lequel j'ai fait face à l'empire américain ; je le dis parce que personne ne m'a donné cette victoire, parce que j'ai conquis cette victoire avec le peuple avec lutte, persévérance et courage.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Pour cela, je le dis fondé sur le cœur, sur la vérité, je le dis fondé sur la vérité. Personne ne nous a donné cette victoire ni aujourd'hui, ni auparavant ; nous l'avons conquise petit à petit, vote à vote.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Je le dis du fond du cœur, je dois le dire. Je voulais que la concurrence entre les candidats était au plus haut niveaux. Je voulais rencontrer au ring le meilleur des candidats d'entre eux. Donc, j'ai cherché la meilleure méthodologie du dialogue pour qu'ils aillent aux élections. Ainsi, je les ai conduits aux élections. Je voulais que tous y participent unis dans un seul candidat pour obtenir le même effet du 15 août 2004. J'en avais foi et confiance totales, ainsi que je les ai aujourd'hui. Autrement dit, j'ai foi en le fait d'avoir obtenu une victoire majeure si nous étions allés aux élections avec tous les candidats. La victoire aurait été plus grande.

**Assistants** [applaudissements]

**Président Nicolas Maduro** Cela ne veut pas dire que le caractère et l'impact historique de cette victoire héroïque, unique, miraculeuse que nous avons obtenue perd de la valeur parce que nous ne sommes pas allés au niveau le plus haut ou parce que tout le noyau des forces de l'opposition n'a pas participé aux élections. L'opposition a abandonné les élections petit à petit. Tout d'abord, le secteur extrémiste lié à l'ambassade yankee et à l'oligarchie maffieuse, narcotrafiquante et assassine de la Colombie a abandonné le dialogue. Cela a été le premier groupe qui a abandonné le dialogue. Ils ont abandonné le dialogue. Ils avaient peur de parler. Celui qui a peur de parler, c'est parce qu'il a tort ou parce que c'est un fasciste qui ne croie qu'en la raison obtenue par la force et l'imposition de ses arguments et se raisonnement. Prenez acte, ceux qui prennent acte. Le premier qui a abandonné le dialogue a été le secteur extrémiste lié étroitement aux groupes extrémistes de la Colombie, de l'oligarchie de Bogota et ont critiqué, presque en les qualifiant comme traîtres, ce qui au sein de l'opposition ont accepté l'invitation que j'ai fait avec le président Danilo Medina et l'ancien président Jose Luis Rodriguez Zapatero au dialogue dans la République Dominicaine.

Plus tard, lors du dialogue dans la République Dominicaine, établit en décembre comme la suite des dialogues des 2 années, 2016-2017, les débats ont commencé. La première question mise sur la table par M. Julio Borges, qui aujourd'hui est un fugitif recherché par la justice, a été l'organisation des élections anticipées. Ils pensaient que nous allions dire que non. Alors, tout de suite, notre chef de délégation Jorge Rodriguez lui a dit: « vous insistez sur votre question au cours des années 2016 et 2017 concernant l'organisation des élections anticipées ; nous sommes d'accord. Nous allons organiser les élections en avance et proposons de les tenir au cours du premier qua-



trimestre de cette année ». Cela a été le point de départ du débat politique pour le contexte électoral. Plus tard, des conditions ont commencé à être proposées, ainsi que des garanties, la visite de l'Union européenne, et on a accepté. S'ils auraient demandé la participation de l'union marcienne ou ceux qui habitent a Jupiter, bon, qu'ils viennent. La seule personne qui ne pouvait pas rentrer dans le pays s'appelle, le malhonnête de Luis Almagro ; il a été la seul personne qui nous allions mentionnée ; c'était la seule condition. Avoir ce malhonnêteté au pays, non, il pollue avec son immoralité.

**Assistants** [applaudissements]

**Le Président Nicolas Maduro** Et après un intense processus qui fournissait des garanties, lorsque nous avons le document pour le signer, le 4, 5 ou 6 février, après deux mois intenses de négociation, et ledit document était prêt, rédigé, vérifié et certifié par le président Danilo Medina et l'ancien président Rodríguez Zapatero de l'Espagne, au moment où on allait le signer et la table de protocole était déjà établie, la deuxième défection du processus démocratique et du dialogue a eu lieu ; lorsque le chef de la délégation de l'opposition vénézuélienne, M. Julio Borges, un fugitif de la justice, a annoncé son retrait de la table de dialogue et il a refusé de signer l'accord déjà conclu après 2 mois intenses de négociation. Prenez note de ce fait. Ce deuxième retrait a commencé un grand débat dans l'opposition, ceci est un fait important pour la conscience nationale et pour le record historique national. Parce qu'avec la conscience nationale, nous, en tant qu'un peuple bien informé, un peuple bien formé, nous sommes capables de répondre à la chaîne des mensonges des campagnes quotidiennes, et nous sommes en mesure d'affronter le chemin que nous avons devant nous aujourd'hui : c'est du dialogue, de la concertation, de l'accord national et du progrès vers la prospérité du pays. Voici le début d'un processus de décomposition progressive sous l'influence et la pression du gouvernement des États-Unis d'Amérique du Nord sur les individus. Nous devons savoir qu'à travers un appel téléphonique, le secrétaire d'État, M. Rex Tillerson, a ordonné M. Julio Borges, actuel fugitif de la justice, de ne pas signer l'Accord de la République dominicaine. Un processus d'activation a suivi ces événements. J'ai signé l'Accord, nous avons activé tous les accords de garanties complètes signés en République Dominicaine. On a établi la date du 22 avril, et à la demande de l'opposition, ou des secteurs de l'opposition, on a proposé une nouvelle négociation visant à une nouvelle date. À peine cette date s'est établie, j'ai dit que j'étais d'accord avec l'établissement d'une nouvelle date. Parce que j'étais d'accord, je voulais tous les candidats de l'opposition viennent, je voulais rivaliser avec tous, je voulais résoudre cette situation par les voix, et ainsi libérer le reste de l'année 2018. Je voulais libérer les six prochaines années pour avancer vers une reconstruction de la base économique du Venezuela, pour trouver une solution aux problèmes confrontés par tous les Vénézuéliens, pour nous engager dans un processus de croissance économique et de prospérité lesquelles sont la grande priorité nationale, la véritable priorité nationale sur les chamailleries quotidiennes et les conflits subalternes de la politique subalterne.



Une négociation a été établie, et la date du 20 mai a été proposée. Alors, le 20 mai a été convenu comme date des élections. À ce moment-là, l'opposition a commencé à exprimer ses contradictions. À l'isolement initial du groupe conspirateur, violent et fasciste qui s'est positionné contre le dialogue, deux partis -qui ont échoué à la légalisation en tant que parti politique devant le Conseil national électoral- s'y sont joints activement afin de refuser de participer à tout scénario électoral, pas même à ce du 20 mai que certains d'entre eux avaient accepté. Ils se sont éloignés, voici le deuxième éloignement. Prenez note de cela, Earle (Herrera). C'est le deuxième éloignement des deux partis illégaux, de tradition d'extrême droite et fasciste, qui se tenaient par les maîtres du leadership de l'opposition, uniquement à cause de leur couleur de peau et parce qu'ils ont suivi des études à Harvard.

Alors, un processus de débat a commencé dans l'opposition. J'ai des preuves, selon des témoignages, le chargé d'affaires des États-Unis, M. Todd Robinson, s'est immiscé dans les affaires intérieures de la politique du Venezuela ; et lui, avec M. Brian Naranjo, le chef de la section politique de l'Ambassade et représentant de la CIA à l'ambassade des États-Unis, se sont mis d'accord pour faire pression individuelle à tous ceux qui annonçaient leur pré-candidatures à la présidence. Et alors, la troisième opération a commencé. Ils ont parlé avec M. Henry Ramos Allup, qui était l'un des pré-candidats pour la présidence depuis longtemps, et ils ont fait pression sur lui et l'ont menacé. Plus tard, M. Henry Ramos s'est retiré de la compétition électorale, en disant : 'Moi, je préfère mon visa américain à une candidature perdante aux présidentielles'. Donc, il a trahi son parti politique Action démocratique, même si les bases d'Action Démocratique voulaient participer activement aux élections. Puis, ils ont fait pression sur alors pré-candidat Claudio Fermin, ils ont fait pression sur alors pré-candidat nommé l'ambassadeur Pineda, Julio Cesar Pinera. Ainsi, ils ont parvenu à causer le retrait de tous les candidats. Également, ils ont fait pression sur les pré-candidats Henri Falcon et Javier Bertucci, donnant lieu à la troisième séparation. La décision de Henry Ramos et de certains pré-candidats de l'opposition de céder aux pressions du Chargé d'affaires des États-Unis, en manifeste intervention dans les affaires intérieures du Venezuela, a donné lieu à la troisième séparation des élections présidentielles convoquées au Venezuela. C'est un processus de désintégration, de séparation, de division, d'éloignement de la voie démocratique, d'éloignement de la confrontation des idées par le voix que l'opposition, soumise aux intérêts des yankees, a éprouvé progressivement. Cette opposition vénézuélienne, qui se nomme vénézuélienne. Et à ce moment-là, nous avons été surpris par l'inscription des candidatures présidentielles de M. Henri Falcón par quatre partis de l'opposition, et de M. Javier Bertucci par un nouveau courant d'opposition lié aux secteurs chrétiens, comme nous le savons tous, et le scénario du 20 mai est devenu une compétition entre le candidat unique de la Révolution bolivarienne, Nicolas Maduro Moros, et des candidats dispersés de l'opposition vénézuélienne, représentés par Henri Falcón et Javier Bertucci.

Quelles ont été les raisons pour lesquelles l'opposition s'est retirée progressivement, quelle était sa cause prépondérante et décisive ? La décision du gouvernement extrémiste des États-Unis de ne pas valider pas, de ne pas

légitimer une élection présidentielle parce qu'ils étaient complètement et entièrement convaincus que, désormais l'élection serait remportée en tous cas par le candidat Nicolas Maduro, un candidat pour la réélection des forces bolivarienne et révolutionnaires du Venezuela.

**Assistants** [applaudissements]

**Le président Nicolas Maduro** Une décision impériale. Si nous cherchons des déclarations faites en janvier, en février, de tous les fonctionnaires du gouvernement américain et de certains des présidents marionnettes des gouvernements de l'Amérique latine, déjà dans le mois de janvier et de février, lorsqu'on dialoguait encore, lorsqu'il y avait encore une expectative d'avoir un candidat unique de l'opposition, au cours des mois de janvier et de février, les États-Unis avaient déclaré qu'ils ne reconnaîtraient aucun type d'élection présidentielle au Venezuela. Puisse quelqu'un avoir quelque doute que ce fut le gouvernement des États-Unis, avec sa politique extrémiste du Ku Klux Klan, qui a commandé la droite vénézuélienne d'être absente, de désertir la voie démocratique, constitutionnelle, pacifique et électorale ; puisse quelqu'un avoir la moindre doute ? Dans ces conditions, que devait faire le Venezuela ? Mettre Arrêter la démocratie ?, suspendre la Constitution ? S'abstenir de choisir ? Obéir le gouvernement des États-Unis ? Rejoignez les groupes et les facteurs de l'extrême droite vénézuélienne ? S'abstenir de faire des élections au Venezuela, s'abstenir d'élire le président de la République ? Qu'est-ce que les Vénézuéliens ont dû faire? Qu'est-ce que les institutions ont dû faire ? Qu'est-ce que le pays a dû faire? Le pays doit faire ce que nous avons fait : convoquer des élections constitutionnelles et organiser des élections libres, transparentes et populaires.

**Assistants** [applaudissements]

**Le président Nicolas Maduro** Parcourir la voie de décisions légitimes, démocratiques, c'est ce que nous avons à faire et c'est ce qui a été fait. La quatrième défection on l'a vue comme une chronique d'une mort annoncée, il n'y a pas de mot pour le décrire, encore... pour ses propres électeurs, l'attitude montré par le candidat Henri Falcón le jour des élections est incompréhensible, et encore plus pour nous, qui ne sommes ni dans l'esprit ni dans son corps, ni dans la position politique de M. Henri Falcon, qui a mon respect, qui j'ai toujours respecté. Avoir des différences et faire des critiques même s'elles sont dures, cela ne signifie pas un manque de respect, mais il est incompréhensible que, d'après une phrase d'un ancien politique vénézuélien, Henri Falcon ait commis l'auto-suicide. Le dimanche 20 mai, pour parler en termes politiques, il avait déjà préparé le script; le lundi avant le 20 mai il avait déjà soumis le script des justifications pour désertir la voie démocratique aussi -cela fait déjà quatre- il a présenté un script de justifications. Nous l'avons écouté avec attention et respect. Et dans ce même lieu, le pouvoir électoral étant garant, ici deux documents distincts ont été signés pour ratifier et étendre les garanties électorales, mais ils les ont considérés comme un fait accompli, sans aucun doute. Toutes les mesures scientifiques crédibles, non pas de fausses enquêtes statistiques sur les mercenaires, qui ont mis de faux numéros et qui ont assuré le candidat Henri Falcón qu'il pourrait remporter l'élection. Jamais lors de la campagne électorale, il n'a jamais eu assez de force, il n'a pas pu recueillir le



vote de l'opposition pour se mettre dans des conditions proches, près de contester la présidence de la République contre la forteresse du vote bolivarien, du vote chaviste, unique, la force unique. Et alors, il a commencé à déployer son script des justifications et l'opération politique de la dernière semaine s'est transformée en une grande opération pour tuer les votes, pour sa propre aspiration présidentielle.

Chaque intervention de la semaine dernière du candidat Henri Falcon, chaque intervention de la semaine dernière de son directeur de campagne Claudio Fermin, a tué les espoirs créés par un secteur important des électeurs vénézuéliens qui avaient le droit de croire et de voter pour leur choix de l'opposition, qui avaient le droit de participer, comme toutes les enquêtes sérieuses du pays et d'autres enquêtes non publiques l'ont prévu les dernières semaines, des enquêtes par des secteurs diplomatiques sérieux du pays représentés au Venezuela. Et la désertion est venue comme une chronique de désertion annoncée, à onze heures du matin, le 20 mai, l'opération visant à assassiner les élections a commencé. L'opération pour tuer les votes a commencé, pour essayer d'obtenir le pardon de l'empire américain, de la part de M. Henri Falcon. Tout le monde peut examiner, et je vous demande de m'excuser si je fais une analyse trop étendue, mais je pense qu'il est très important, devant le pouvoir électoral, de faire une analyse objective et de laisser l'enregistrement dans la récit de ce qui s'est passé et comme le chef de l'Etat, le président réélu, je laisse reposer ma vision, mon opinion et ma position sur l'opération qui a été faite depuis le gouvernement américain contre les aspirations légitimes des élections au Venezuela, pour le président de la République tout au long de cette période de l'année 2018.

**Assistants** [applaudissements]

**Le président Nicolas Maduro** Je fais appel à vos consciences, les compatriotes vénézuéliens, je fais appel à votre honnêteté, afin que nous puissions avoir une vision claire de ce qui est arrivé au Venezuela au cours des cinq premiers mois, ainsi que de l'effort institutionnel, national héroïque, populaire et même international, pour que le Venezuela exerce le droit de choisir, comme nous l'avons exercé librement, souverainement, merveilleusement dimanche dernier. L'opération tuer les votes a commencé, l'opération désertion a commencé à 11 heures, à 13 heures, vous pouvez voir comment les niveaux de participation du vote de l'opposition ont été satisfaisants pour les niveaux de vote qu'il projetait avoir. Quatre millions de voix, 4 millions 500 voix. Peut-être, 5 millions s'il y avait de la chance. Le candidat Henri Falcón, jusqu'à 9 heures la tendance du vote global a atteint 67 pour cent de participation, les experts électoraux, y compris le général Santeliz, à qui je salue, je suis toujours heureux de vous voir, M. le général, parce que vous faites me rappeler le commandant Chavez et le geste historique du 4 février 1992, lorsque vous avez sauvé sa vie, nous vous serons toujours reconnaissants, toujours, le général.

**Assistants** [applaudissements]

**Le président Nicolas Maduro** Les experts électoraux, Madame la présidente, les camarades des forces armées, mon ami Tarek William Saab, vous en tant qu'un expert électoral, vous savez que les premières heures du matin, la



tendance du taux de participation des électeurs fixé est plus basse que la tendance générale qui finit par être marquée dans le reste de l'après-midi et du jour, peut-être la grande majorité des gens ne sont pas des experts à ce niveau de détail, mais avoir 67 pour cent de participation entre 6 heures et 9 heures montrait un niveau élevé de participation globale et la décision politique du noyau qui l'a entouré en tant que conseillers, et qui ont imposé la décision finale au candidat Henri Falcon. Ils ont tué le processus électoral, pour dissimuler leur défaite qui se montrait dans tous les sondages de sortie et sous toutes les formes de mesure dans le monde entier, les entreprises privées, les chaînes de télévision, les ambassades, les commandements de campagne, tous les sondages de sortie à 11 heures du matin soulignaient que le candidat Nicolas Maduro remportait avec 56 ou 60 pour cent des voix, voici la vérité, Messieurs les intellectuels, les écrivains.

Tout cela montrait une opération avec un double objectif : cacher la défaite ou croire qu'ils pouvaient dissimuler ce qu'ils ne voulaient pas voir : la défaite. Et ainsi se mettre dans un trou pour essayer de chercher le pardon de l'empire des États-Unis et dire oui, dire qu'ils avaient apporté leur contribution, à la dernière minute, pour poignarder le processus électoral. Calculé a était le poignard dans le dos du peuple noble qui est allé voter ou qui avaient l'intention d'aller voter. D'abord, des électeurs de l'opposition et le vote en cours comme nous l'avons tous vu, et comme nous devons le montrer. M. le docteur Jorge Rodriguez, s'il vous plaît, continuez à fournir des informations tous les jours pour notre peuple, tout ce que nous prenons de l'information au profit de notre peuple, bien que le monde ne tire pas de profit de tout cela, cela ne nous concerne pas. Allez, vous autres continuez à dire des mensonges, les peuples savent où se trouve la vérité, et les peuples aiment la passion que le Venezuela a pour sa révolution.

**Assistants** [applaudissements]

**Le président Nicolas Maduro** Un coup de poignard qui a signifié le déclin le plus abrupt que personne n'ait jamais vu dans les tendances des voix, parmi les électeurs aux bureaux de vote traditionnellement montrant des électeurs de l'opposition. De 100 à 0, on pourrait dire sans exagérer. Et cela rime. Les électeurs du chavisme ont maintenu un taux non élevé depuis ce moment-là. Même s'ils ont conservé actifs les bureaux de vote, parfois jusqu'au tard dans la nuit dans les quartiers populaires du Venezuela, je veux dire une fois de plus aux quartiers populaires du Venezuela, aux quartiers chéris où j'ai été forgé comme révolutionnaire, mes remerciements, grâce à vous, les humbles de notre pays, nous sommes ici victorieux, grâce à vous.

**Assistants** [applaudissements]

**Le Président Nicolas Maduro:** ce niveau de conscience du Peuple a été héroïque et admirable. Comme le dis un ami à moi: heureusement, le Peuple est l'avant-garde de la Révolution bolivarienne du Venezuela. Il ne se trompe pas. Indubitablement, le peuple va de l'avant. C'est juste ce qui s'est passé [le 20 mai]. Par contre, chez l'opposition, nous avons témoigné un coup d'opinion; une conférence de presse où nous avons témoigné - ça peut être dur de le dire comme ça- le suicide d'un politicien, en direct. Ça a été incroyable de voir le rôle joué par le candidat Henry Falcón en face du pays entier qui attendait les



résultats des élections. C'est la première fois dans l'histoire politique du Venezuela, et du monde, qu'un candidat n'a pas reconnu et, par contre, à contester les résultats d'une élection avant qu'ils soient annoncés. Bien sûr on peut contester, questionner ou ne pas reconnaître des résultats. Des mesures légales peuvent être prises devant le pouvoir électoral ou le pouvoir judiciaire. Mais, ce que l'on ne doit jamais faire est de renoncer à une candidature présidentielle, une demi-heure avant l'annonce des résultats et juste après la fin du processus... Dans ce sens, il faut faire une analyse du point de vue psychologique, psychiatrique et politique. Avec son comportement, Henry Falcón a finalisé par se mettre du côté des arguments utilisés par la droite pro-yankee vénézuélienne pour attaquer sa candidature. Il a fini par prononcé le script Américain avec lequel il avait été écrasé pendant 25 jours de campagne électorale. Il a fait disparaître tout vestige de leadership qu'il a pu inspirer, pas parmi les 4 millions 500 mille d'électeurs estimés, sinon parmi le million 900 mille d'électeurs qui ont finalement voté en faveur du candidat de l'opposition. Je tends la main aux camarades vénézuéliens qui ont voté par lui- mais qui sont restés seuls, sans un candidat, sans un leader, sans une voix - pour travailler, pour nous comprendre en tant que vénézuéliens et vénézuéliennes.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Voici un message pour les électeurs de Falcón qui ont cru au vote comme une arme : Je ne vais pas vous décevoir. Peut-être qu'il a pu avoir obtenu 4 million et demi, juste comme l'indiquaient les estimations scientifiques. Mais, cela n'a pas été que 1 million 900 après la massacre tue-votes perpétrés à 11 heure du matin [du 20 mai]. Voilà le bilan de cette situation:

De ma part, j'ai tenu ma vision, ma position. J'ai été cohérent. S'il y a une chose qui caractérise les chavistes et les bolivariens, c'est la cohérence, la persévérance des idées. Grâce à ça, nous avons un bloc solide des forces révolutionnaires sur le plan politique, social, idéologique et culturel; de même qu'un bloc solide d'unité civile-militaire en tant que pilier de la paix, l'intégrité et la stabilité du pays. Et aussi un bloc solide de 6 millions 500 mille électeurs qui ont participé malgré les circonstances. Ils n'ont pas hésité à dire présent !; Maduro, nous sommes avec toi !; Patrie, nous sommes avec toi !

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro:** Le Venezuela a confronté une conspiration internationale. Nous avons été pris pour des faibles. Nous sommes sous-estimés. Le Venezuela est sous-estimé. Il s'agit d'une agression contre le pays. J'ai été sous-estimé pendant plus de cinq ans. Le 15 avril 2013, à cette heure-ci, Je suis venu ici recevoir le certificat d'avoir été réélu président Constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela pour la période 2013-2019 et j'ai juré persévérance et fidélité devant les institutions et le peuple. Pendant cinq ans, j'ai été constamment sous-estimé par l'empire et l'ancienne oligarchie; ils me regardent avec mépris; la droite pro-yankee a pensé qu'une série de défis nous obligerait à priver le peuple du droit de vote dans des élections présidentielles libres. Non! Nous ne sommes pas intimidables. Et lorsque je dis nous ne sommes pas, je veux dire "nous ne sommes pas". Je le dis au nom du peuple et de l'Armée bolivarienne. Personne



ne peut intimider le Venezuela ! Personne ne peut menacer le Venezuela !  
Personne ne peut dominer le Venezuela !

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro:** J'ai gagné en toute bonne foi. Selon des analyses numérogiques, cette victoire a été la plus grande du point de vue des pourcentages et la plus légitime en 100 ans d'élections. En effet, nous avons obtenu 68% de votes, 3.3 fois plus que le deuxième candidat.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro:** Certainement, si la concurrence aurait été polarisée, nous aurions obtenu 8 millions de votes ou encore plus. Cependant, nous avons gagné malgré une crise économique soutenue, permanente et aggravée. L'attaque économique, la guerre des prix et du dollar qui depuis décembre et jusqu'au mois de mai ont été perpétués contre le peuple par l'oligarchie rapace, le capitalisme sauvage et néolibéral n'avaient jamais été vus. Je doute que dans un autre pays, le peuple aurait défendu ses convictions et soutenu la candidature d'un président face à une telle guerre économique.

De façon que nous avons eu une victoire de la conscience, des valeurs, du courage national et de la capacité de résistance du peuple.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro:** Lorsque je dis peuple, je veux dire les hommes, et femmes, les jeunes, les mères, les travailleurs et travailleuses, les professionnels. Lorsque je dis peuple, je veux dire aussi ceux qui spéculent sur les prix et vendent des aliments produits dans notre pays à des prix en dollar. C'est un crime.

Alors, je m'engagerai exclusivement à la bataille contre le crime économique et les mafias criminelles. Et je vais réussir, au court et moyen terme. Je vais stabiliser l'économie du pays. Je promets que je m'engagerai au peuple et au pays entier; je ferai un grand changement économique contre les mafias criminelles. Je défendrai notre peuple malgré les circonstances.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** je demande l'aide de l'Armée bolivarienne et ses officiers. Engageons-nous à une grande bataille pour la stabilité économique du pays et du peuple !

Je demande l'aide de la classe ouvrière, des entreprises, des professionnels, des universités. Demain, je commencerai un cycle de dialogues avec tous les secteurs du pays. Nous sommes pour le dialogue. Nous voulons vous écouter. Alors, nous devons faire des réunions très opératives et efficaces; pas des longues journées où on ne fait que spéculer. Vice-président Tareck, camarade Jorge Rodríguez : je demande aux secteurs nationaux politiques, économiques, sociaux et culturels - ces derniers sont très importants, parce qu'ils représentent l'esprit, l'âme et les idées nationales d'apporter leurs propositions.

Je demande aux conseils communaux, aux CLAP, aux organisations des femmes, de la jeunesse, de la classe ouvrière, d'apporter aussi leurs propositions. C'est bien d'avoir un diagnostic, mais il faut d'abord apporter les solutions. Engageons-nous avec l'action ! Je veux des solutions pour les assumer et implémenter, si vous êtes d'accord.





**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Ricardo: nous comptons sur la méthodologie pour faire des propositions quant aux grands problèmes économiques : le taux de change, le système des prix, le système distributif, la production et l'auto-provisionnement sur la base de la production nationale; les problèmes des services publics, la grève virtuelle du secteur transport démontrée pendant les élections. Effectivement, le secteur du transport privé a été stipendié par la droite, pour aller à la grève et poser des problèmes à la population. Mais, nous allons en prendre des mesures. Je veux un diagnostic, mais surtout des solutions. Les gouverneurs et les maires de chaque département et municipalité, doivent mettre de l'ordre et enlever le permit aux entreprises de transport qui ne se conforment pas aux décisions. Ce permit sera donner aux conseils communaux. Je suis décidé !

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** rien ne m'arrête. La campagne présidentielle est finie. C'est l'heure de gouverner, de résoudre les problèmes du peuple, de construire le bonheur, la stabilité et la paix, avec fermeté, nous avons tenu des élections de l'Assemblée constituante, des gouverneurs, des maires et du président. Maintenant il faut travailler, donner des solutions et unifier le pays.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro:** Vous êtes d'accord ?

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Dialogue et action. Je veux dialoguer avec les parties politiques à qui Je demande des solutions concrètes, pas des généralisations. Les portes du Palais présidentiel sont ouvertes, même pour ceux qui s'opposent à nous. Ils seront aussi bienvenus. Je suis disposé à les écouter. Alors, je répecte les paroles dites par le Commandant Chávez quand il était en prison: je veux écouter votre côté humain. Ce vrai côté humain chez tous les hommes. Parce-que absolument tout le monde a un côté humain et je veux le constater, écouter, toucher et joindre. Le Venezuela peut devenir un grand pays si nous travaillons tous ensemble. Nous devons unir les forces de l'esprit nationaliste, de l'idée nationale, du travaille en faveur de la production national; Nous devons laisser l'égoïsme, les différences, la mesquinerie, les individualités de côté et mettre notre chère Venezuela au centre de l'intérêt national.

Dans ce sens, j'ai décidé de créer une Commission présidentielle d'Assistance Économique nationale et internationale et j'ai autorisé le Vice-président exécutif, Tareck El-Aissami, pour installer cette commission avec les conseillers internationaux et nationaux afin de recevoir les propositions.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** J'invite les techniciens, les économistes, les spécialistes nationaux et internationaux à participer dans cette initiative dont j'engagerai ma vie, en faveur de la stabilité économique du Venezuela. Afin de vaincre la guerre économique dans toutes ses facettes. Il faut le faire tous ensemble. Le pays comprend que ce n'est pas seulement un problème de Maduro. C'est grâce à Maduro que les gens ont du travail, un salaire, le bon d'alimentation, les conventions collectives, la Carte de la Patrie et les bons



d'aide financière, de l'éducation publique et gratuite, du programme social de santé, la Grande Mission Logement, le système de protection sociale "Grande Mission Foyers de la Patrie" qui représente un miracle de la Révolution pour faire face à la guerre économique et à travers lequel les femmes de foyer reçoivent 2 millions 500 mille Bolivars.

J'ai donné des instructions pour redimensionner et élargir ce système de protection financière, dont je ferai des annonces très importantes dans les prochains jours.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Présidente Nicolas Maduro:** Actuellement, 5 millions de familles reçoivent cette aide financière et nous allons porter ce chiffre à 6 millions. Nous allons aussi améliorer ce système. L'objectif est de protéger les femmes enceintes, les femmes qui allaitent, les enfants, les étudiants, les handicapés, l'emploi, la stabilité, les salaires et les conventions collectives, parmi d'autres bénéfiques.

Je sais que c'est difficile de subsister avec les salaires actuels. Du coup, les bons financiers sont une aide pour les travailleurs du secteur public et du pays en générale. Je sais ce qui est-ce de vivre comme ça. Ce pour cela que je veux faire un gouvernement de réconciliation nationale, d'unité nationale pour approfondir la Révolution et reprendre son chemin.

Dans ce sens, j'ai demandé à la Commission de la Vérité, la justice et la Paix de l'Assemblée constituante de promouvoir des bénéfiques chez les secteurs de l'opposition ayant commis des fautes. Mais pas ceux qui ont commis des assassinats. Nous pouvons leur donner des bénéfiques nécessaires pour avancer vers un processus de réconciliation, de pardon et rencontre entre les Vénézuéliens.

**Assistants** [Applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Mme. Delcy Rodríguez, je vous demande de faire un grand pas en avant. Je voudrai organiser bientôt une réunion avec la commission, afin d'écouter les propositions et avancer ensemble. Signons les résolutions qui peuvent nous permettre d'évoluer vers un processus de rencontre, de réconciliation et de pardon nécessaire.

J'aimerai bien remercier l'appui des pays, des gouvernements, des mouvements sociaux, des politiciens et des intellectuels du monde qui ont féliciter le peuple vénézuélien et reconnu les élections et le Président Nicolas Maduro et qui sont intéressés à améliorer les relations. Je remercie les communications, les appels téléphoniques, les lettres, les appels privées, que j'ai reçus hier et aujourd'hui. Je remercie aussi les pays qui perturbés ont prétendue d'intimider le Venezuela. Je vous tends la main quand même; je crois en la parole, en le dialogue, en l'entendement. Mais je crois surtout que le Venezuela doit être respecté.

Ce que l'ambassade des États-Unis a fait au Venezuela et ce que le gouvernement des États-Unis a fait contre le Venezuela, c'est inadmissible. Notre peuple le sait, les sanctions qui ont été promues par la droite vénézuélienne et signées hier par le président Donald Trump contre le Venezuela sont une offense à la dignité nationale. Je rejette toutes les sanctions qui sont envisagées contre la République bolivarienne du Venezuela,

car elles lui portent atteinte, elles provoquent de la souffrance au peuple vénézuélien. Elles nuisent au peuple dans le domaine économique, physique, financier et monétaire. Je les rejette. Je refuse la conspiration permanente.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** J'ai autorisé le vice-président exécutif, et j'informerai également dans les prochains jours, et allons présenter des preuves au pays de la conspiration dans le domaine militaire du Chargé d'affaires des États-Unis et de son ambassade, de la conspiration dans le domaine économique et de la conspiration dans le domaine politique. Dans les trois domaines, il est un conspirateur actif, en abusant et en violant la loi internationale, il a violé la loi internationale de manière éhonté.

Notre ministre des affaires étrangères a été chargé, de manière diplomatique, d'appeler l'attention à l'ambassade des États-Unis au Venezuela. Plus de 10 notes de protestation ont été présentés pour demander la rectification en privé, en public, de manière verbale, mais le gouvernement des États-Unis a l'intention de continuer à renforcer son agression contre le Venezuela.

Je dis au gouvernement de Donald Trump, au gouvernement du Ku Klux Klan, non par des sanctions, ni par des menaces, ni par des conspirations, vous n'avez pas arrêté les élections ; les élections ont eu lieu et ont de succès. Ce n'est pas par des conspirations ni par des sanctions que vous arrêterez le cours vers un Venezuela productif qui surmonte ses problèmes. vous n'arrêterez pas le Venezuela.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Le Venezuela est victime d'une menace sans précédent. J'ai été le Président le plus menacé et agressé de l'histoire du Venezuela. Et je suis debout ici, je suis sûr du chemin de ma patrie, de notre patrie, je suis sûr du destin de notre patrie ; ayons la certitude du destin de notre patrie. Si l'empire qui est gouverné par l'extrémisme de la droite, par le fanatisme de la droite, si l'empire américain qui est gouverné par le Ku Klux Klan des suprématistes blancs, des suprématistes impériales croient que le Venezuela va se rendre, sachez que la voix des Vénézuéliens a déjà tonné dimanche. Ce jour-là, le peuple a dit dans les urnes électorales que personne ne va se rendre ici, que l'empire ne domine pas ici. Le Venezuela est libre, souverain et indépendant.

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** En utilisant mes compétences en tant que Président de la République, j'ai déclaré persona non grata le chargé d'affaires des États-Unis, Monsieur Todd Robinson et j'annonce son départ dans les prochaines 48 heures, et aussi du chef de la section politique, Monsieur Brian Naranjo. Ils doivent quitter le pays dans les 48 heures en protestation et en défense de la dignité de la patrie vénézuélienne, ça suffit les conspirations !

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Ça suffit ! Ça suffit !

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Pour la dignité, pour la liberté, pour l'union, pour l'indépendance nationale, c'est pour ça que je le fais, qu'ils quittent le pays, 48 heures monsieur ministre d'affaires étrangères. Ils ne veulent pas

comprendre que le Venezuela est libre et souverain, leur langage est celle des fanatiques et des extrémistes, le Venezuela va lutter, je voudrais les meilleures relations avec les États-Unis comme société et je voudrais aussi des relations normales de respect fondamental avec le gouvernement des États-Unis, mais il semble impossible d'avoir des relations de respect fondamental avec eux. Ils veulent que nous soyons des esclaves, les vassaux d'eux, ils n'acceptent que des esclaves, à ceux qui vendaient leur âme, à ceux qu'ils peuvent acheter, à ceux qui trahissent leur patrie et personne n'est à vendre ici, nous ne sommes pas à vendre ici, le Venezuela n'est pas à vendre, le Venezuela poursuit, le Venezuela avance, le Venezuela se bat. Je remercie la solidarité des mouvements du monde et j'appelle des peuples du monde au soutien et la solidarité, j'appelle des gouvernements courageux et indépendants du monde au soutien et la solidarité du Venezuela, je la remercie et l'appelle.

J'ai des relations de dialogue avec des divers secteurs des États-Unis, en certaines occasions j'ai envoyé aux représentants spéciaux, comme cela a été récemment, il y a quelques mois le gouverneur de l'État de Carabobo, Rafael Lacava, qui a été une grande diplomate quand il était ambassadeur à Rome. Le gouverneur Rafael Lacava a étudié une carrière universitaire à New Jersey, il a fait des études à New Jersey, il parle un anglais parfait, il connaît bien la politique des États-Unis et il a frappé certaines portes dans les États-Unis, ces portes ont ouvert, donc un dialogue a été ouvert. J'ai même reçu ici un sénateur démocrate avec le nom de famille Durbin et j'ai reçu autres invités que je ne vais pas mentionner, parce qu'il s'agissait de visites privées et je respecte strictement les conversations privées. J'ai reçu le sénateur Durbin, nous avons parlé par deux heures et quand le sénateur Durbin est parti il m'a embrassé et m'a dit : « Vous savez un nouveau ami en moi ». Je lui embrasse et lui dit : Vous avez un nouveau ami au Venezuela, je suis ton ami, regarde-moi dans les yeux et nous nous regardons tendrement dans les yeux. Et depuis il a quitté le Venezuela et il a déclaré des atrocités. Durbin a dit des choses qu'il n'est pas osé jamais de dire devant moi. Je l'aurais jeté dehors du Palais de Miraflores s'il est osé de dire ces atrocités et d'offenser la dignité du Venezuela. Parce que je ne vais pas accepter que personne n'offense le Venezuela. C'est pour cela qu'il s'en occupe. Ils lui ont dit que : fait attention, il est un lion affamé, le président Maduro est un lion affamé. Cependant, je suis sûr que je suis un lion, mais pas vraiment affamé, à moins que vous qualifiez ma soif de justice et de dignité. Je suis prêt à dialoguer avec tous les secteurs des États-Unis, les congressistes, les sénateurs et le gouvernement. Dans le but de nous comprendre, de parvenir à un accord, mais pas sur la base des pressions ou des menaces. Je vous laisse avec son modèle, son protocole, avec son script passé et dépassé de la Doctrine Monroe. On n'est veu pas de Doctrine Monroe. Est-ce qu'on peut parler? Est-ce qu'on se comprend ? D'accord. Est-ce qu'on peut obtenir un accord préliminaire d'un sujet ? D'accord. Est-ce qu'on peut obtenir un deuxième ? D'accord. Je vous donne l'opportunité, une autre opportunité si vous voulez parler, dans le niveau que vous voulez, par la voie que vous voulez, quand et où vous voulez. Mais, vous allez parler avec des gens dignes et respectables, car nous avons un critère suffisant pour engager un dialogue avec n'importe quel facteur ou secteur du

pouvoir des États-Unis. Le temps de la Doctrine Monroe est terminé, parce que s'il y a des gouvernements serviles et des dirigeants serviles à vous, cela ne veut pas dire que l'Amérique latine est servile aux États-Unis et à son empire. Des relations avec la société nord-américaine : On doit continuer à conserver des camarades, avec des artistes, des intellectuelles, des syndicalistes, des universitaires, des universités et des secteurs politiques. Nous devons continuer à progresser les relations avec les États-Unis et à défendre notre patrie de toute agression. Donc, je remercie à notre peuple et aux institutions. Je pense qu'il est très important de continuer à affirmer et marcher.

La chose la plus importante dans la vie est d'être toujours dans la dynamique du progrès, est de marcher toujours. Un objectif central pour tous doit être de renforcer le pouvoir national, le pouvoir du pays. Le pays peut être meilleur ou ne pas être, c'est en fonction du pouvoir de la nation, le pouvoir économique, le pouvoir politique, le pouvoir populaire, le pouvoir institutionnel, le pouvoir des idées, le pouvoir militaire, la conjonction du pouvoir national dans une équation parfaite ; le pouvoir d'un pays. Nous allons augmenter le pouvoir d'un pays ! Je suis prêt, vous m'avez réélu et je ne vais pas vous décevoir, je vais dédier tous mes jours, de cette nouvelle période 2019-2025, à augmenter le pouvoir d'une nation qui a droit au bonheur, qui a droit à la prospérité, qui a droit à l'avenir. C'est mon engagement pour l'avenir et la prospérité !

**Assistants** [applaudissements].

**Le Président Nicolas Maduro** Nous allons le faire ! Avec l'aide de tous, ensemble, nous parviendrons à l'état du pouvoir national qui nous conduira à la prospérité, la stabilité et la paix.

Vive le Venezuela !

**Assistants** Vive !

**Le Président Nicolas Maduro** Vive les institutions !

**Assistants** Vive !

**Le Président Nicolas Maduro** Vive les élections !

**Assistants** Vive !

**Le Président Nicolas Maduro** Jusqu'à la victoire toujours !

**Assistants** Nous vaincrons !

**Le Président Nicolas Maduro** Merci, docteur Tibisay Lucena. Merci, Venezuela.

**Assistants** [applaudissements].

[Commentaires du journaliste du Sibci]

**Présentateur** Il vous est annoncé qui est fini l'acte d'attribution, de proclamation et de prorogation des accréditations au citoyen, Nicolas Maduro Moros, élu à la Présidence de la République pour la période constitutionnelle 2019-2025.

Bonjour à tous et toutes.

[Commentaires du journaliste du Sibci]

[Fin de la chaîne nationale de radio et de télévision]

